

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 104 (2009)
Heft: 4

Vereinsnachrichten: Schweizer Heimatschutz = Patrimoine suisse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

WIR SUCHEN

Die Stiftung Ferien im Baudenkmal wurde 2005 durch den Schweizer Heimatschutz gegründet. Sie übernimmt historisch wertvolle Häuser, renoviert diese sanft und vermietet sie als Ferienwohnungen. Für die Erweiterung des Führungsorgans suchen wir ab sofort ein

Mitglied des Stiftungsrats

Wir suchen eine Person mit Freude und Interesse an dieser innovativen Verbindung von Tourismus und historischer Baukultur. Weil die Finanzen eine zentrale Herausforderung für das weitere erfolgreiche Wachsen der Stiftung sein werden, sollten Sie idealerweise Erfahrungen, Kontakte und Ideen für die Mittelsuche mitbringen. Der Stiftungsrat tagt vier- bis fünfmal pro Jahr.

Interessierte melden sich bitte beim Stiftungsratspräsidenten Severin Lenel (043 488 38 96) oder bei der Geschäftsführerin Monika Suter (044 252 28 72).

Wir freuen uns auf Ihre Kontaktaufnahme.

NOUS RECHERCHONS

Créée en 2005 par Patrimoine suisse, la Fondation Vacances au cœur du Patrimoine reprend des bâtiments historiques, les rénove en douceur et les loue comme logements de vacances. Pour renforcer le comité de direction, nous cherchons dès maintenant un

membre du Conseil de fondation

Nous cherchons une personne qui apprécie et s'intéresse au développement de ce secteur d'innovation entre tourisme et patrimoine.

Les questions financières constituant un enjeu essentiel pour la poursuite de la croissance de la Fondation, vous apportez votre expérience, vos contacts et vos idées dans le domaine de la recherche de fonds. Le Conseil de fondation siège quatre à cinq fois par année.

Si cette activité vous intéresse, prenez contact avec Severin Lenel, président du Conseil de fondation (043 488 38 96) ou Monika Suter, secrétaire générale de la Fondation (044 252 28 72).

Nous nous réjouissons de votre appel.

La location de cette maison engadinoise située dans la partie basse du village historique de Scuol est déjà ouverte.
(photo Stephen England)

Das typische Engadinerhaus im unteren, alten Dorfteil von Scuol kann ab sofort für Ferien gemietet werden.
(Bild Stephen England)



Vacances au bord du lac de Zurich, à Scuol ou à Niederwald

Le catalogue de Vacances au cœur du Patrimoine s'enrichit

Le projet «Vacances au cœur du Patrimoine» de Patrimoine suisse ne cesse de se développer. Sept demeures sont désormais proposées dans le catalogue qui vient de s'enrichir de deux nouvelles locations saisonnières: une maison à colombages au bord du lac de Zurich et une maison engadinoise dans le centre historique de Scuol. Bientôt, deux autres maisons situées à proximité de la Gon Hüs de Niederwald viendront compléter l'offre dès décembre.

Monika Suter, secrétaire générale de Vacances au cœur du Patrimoine

Le sixième objet que Vacances au cœur du Patrimoine propose dans son catalogue de location de vacances est une merveilleuse bâtisse, la maison Blumenhalde, au bord du lac de Zurich, à Uerikon (ZH). L'association Ritterhaus (Maison des chevaliers) d'Uerikon en est propriétaire. Cette construction qui arbore des colombages d'un seul côté date du XVIII^e siècle. Elle a fait l'objet d'une rénovation douce. Les planchers et boiseries d'origine ont été conservés et repeints dans le style biedermeier, les anciens poêles en faïence restaurés. La maison comporte un jardin donnant accès au lac, un abri à bateaux et une barque à rames. D'une capacité de six personnes, ce logement de vacances sera ouvert à la location à partir du printemps 2010.

Le septième objet de l'offre saisonnière est une maison engadinoise, située dans la partie basse du village historique de Scuol. De nombreux éléments, notamment les lambris et les anciens escaliers montant à l'étage au-dessus du fourneau à bois, ont été pré-

servés. Ils dégagent une atmosphère historique authentique. Cette maison abrite deux logements pour cinq à six personnes, tous deux aménagés avec du mobilier de valeur, provenant en partie de la production locale. Les installations sanitaires et la cuisine répondent aux exigences du confort moderne. La juxtaposition de l'ancien et du moderne est fascinante. Cette maison engadinoise est une propriété privée dont la location saisonnière est déjà ouverte.

A partir de mi-décembre 2009, deux bâtisses historiques situées à proximité de la Gon Hüs de Niederwald seront mises en location. Vacances au cœur du Patrimoine a pu saisir l'opportunité d'un changement de propriétaire pour lancer la location de deux maisons voisines de la Gon Hüs. Le «château», comme on appelle cette maison en raison de sa taille, peut accueillir quatre à six personnes et la grange annexe, deux personnes.

Informations complémentaires: www.magnificasa.ch

Ferien mit Seeanstoss, in der Arvenstube oder im Walliser Dorfkern

Ferien im Baudenkmal erweitert Angebot

Ferien im Baudenkmal, das Projekt des Schweizer Heimatschutzes, wächst weiter. Inzwischen konnte das Angebot um zwei weitere Häuser auf sieben Baudenkmäler erweitert werden: ein Riegelhaus in Uerikon direkt am Zürichsee und ein Engadinerhaus im alten Dorfkern von Scuol. Zudem werden ab Dezember zwei Nachbarhäuser des Gon Hüs in Niederwald zu mieten sein.

Monika Suter, Geschäftsführerin Ferien im Baudenkmal

Als sechstes Objekt nimmt Ferien im Baudenkmal das aussergewöhnliche Haus Blumenhalde direkt am Zürichsee in Uerikon ZH ins Angebot. Das Haus befindet sich im Eigentum der Ritterhausvereinigung Uerikon. Es handelt sich um ein einseitig angebautes Riegelhaus aus dem 18. Jahrhundert. Bei der sanften Renovation wurden die Zimmer mit originalen Holzböden und Täfer wieder in Biedermeierfarben gestrichen und die alten Kachelöfen restauriert. Das Haus Blumenhalde

verfügt über einen Garten direkt bis an den See, mit einem eigenen Bootshaus und einem Ruderboot. Das Haus bietet Platz für sechs Personen und kann ab Frühling 2010 gebucht werden.

Der siebte Zugang im Angebot von Ferien im Baudenkmal ist ein typisches Engadinerhaus im unteren, alten Dorfteil von Scuol GR. Viele Details wie die Stubentäfer oder die alten Ofentreppen sind noch sichtbar und tragen zur besonderen Atmosphäre bei.

Im Haus befinden sich zwei Wohnungen für fünf bzw. sechs Personen. Beide Wohnungen sind mit hochwertigen Möbeln, zum Teil aus einheimischer Produktion, ausgestattet. Zusammen mit den zeitgenössischen Küchen- und Sanitäreinrichtungen

entsteht in den historischen Räumen eine faszinierende Mischung aus Alt und Neu. Das Haus befindet sich in Privatbesitz und kann ab sofort gebucht werden.

Ab Mitte Dezember 2009 werden in Niederwald neben dem Gon Hüs noch zwei weitere Baudenkmäler zur Verfügung stehen. Aufgrund eines Eigentümerwechsels erhält Ferien im Baudenkmal die Möglichkeit, zusätzlich zwei Nachbarhäuser des Gon Hüs zu vermieten. Das wegen seiner Grösse «Schloss» genannte Wohnhaus bietet Platz für vier bis sechs Personen, ein umgenutzter Stadel unmittelbar daneben ist für zwei Personen gedacht.

Das Haus Blumenhalde direkt am Zürichsee kann ab Frühling 2010 gebucht werden. (Bild SHS)

La maison Blumenhalde au bord du lac de Zurich sera mise en location à partir du printemps 2010. (photo Ps)

Weitere Informationen unter www.magnificasa.ch



L'engagement de la Confédération dans le domaine du patrimoine culturel et monuments historiques

Il faut renforcer la conservation des monuments historiques

Patrimoine suisse demande que le Parlement relève en 2010 à leur niveau de 2009 les fonds fédéraux mis à la disposition de la protection du patrimoine et des monuments historiques. Ces 30 millions de francs permettraient de rétablir les aides financières urgentes dont les cantons ont besoin.

Après la réduction des fonds de la Confédération, d'une moyenne de 38 millions de francs par an dans les années 1993–2004 à environ 28 millions de francs à partir de 2005 (programme d'allègement 2003, redistribution des cartes au sein de l'Office fédéral de la culture) et à peine 21 millions en moyenne au budget de la période 2008–2011, le Conseil national et le Conseil des Etats se sont fort heureusement prononcés en faveur d'une correction lors des discussions budgétaires de 2007 et 2008. Le Conseil fédéral veut pourtant laisser les subventions nécessaires d'urgence en 2010 et 2011 au niveau budgété.

Une évolution problématique

Face au recul des moyens financiers mis à disposition se trouvent d'innombrables bâtisses à rénover de toute urgence. Les demandes des cantons sur-

passent actuellement largement les ressources de l'OFC, section Patrimoine culturel et monuments historiques. Les demandes qui ne peuvent être prises en considération sont renvoyées à la période financière 2012–2015 avec prière de patienter. Les dommages qui en résulteront aux objets sous protection et les coûts d'assainissement ultérieurs augmenteront d'autant durant cette période. La liste d'attente des demandes s'allonge, parce que l'équilibre qui régnait avant 2004 n'existe plus. L'attente sur la voie de garage conduit irrémédiablement à la perte partielle ou totale de bâtiments de valeur. Les dommages qui menacent les monuments historiques présentent une croissance exponentielle.

Le Parlement doit relever en 2010 à leur niveau de 2009 les fonds de la Confédération mis à la disposition de la protection du patrimoine et des monuments

historiques. Les 30 millions de francs permettent de rétablir les aides financières urgentes dont les cantons ont besoin. La liberté d'aménagement de leurs ressources laissée aux cantons dans le cadre de la NPF (Nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons) ne sera pas touchée. Le relèvement en question ne doit pas se faire aux dépens d'autres tâches de l'Office fédéral de la culture.

Un argumentaire se trouve sur www.patrimoinessuisse.ch, à la rubrique Politique, Fonds fédéraux 2010.

Sans une aide financière suffisante, l'avenir de nombreux monuments historiques ne sera pas assuré.
(photo Ps)

Ohne ausreichende finanzielle Unterstützung ist für zahlreiche Baudenkmäler die Zukunft nicht gesichert.
(Bild SHS)



Engagement des Bundes im Bereich Heimatschutz und Denkmalpflege

Kontinuität dringend notwendig

Der Schweizer Heimatschutz fordert, dass das eidgenössische Parlament die Bundesmittel für Heimatschutz und Denkmalpflege für 2010 wieder auf den Stand von 2009 erhöht. Mit den 30 Millionen Franken können die dringend benötigten Finanzhilfen an die Kantone wieder aufgestockt werden.

Nachdem die Bundesmittel der Jahre 1993–2004 von durchschnittlich 38 Millionen Franken pro Jahr ab 2005 auf rund 28 Millionen zurückgefahren (Entlastungsprogramm 2003, Umverteilungen innerhalb des Bundesamtes für Kultur) und für die Periode 2008–2011 auf durchschnittlich noch knapp 21 Millionen veranschlagt worden waren, sprachen sich National- und Ständerat erfreulicherweise in den Budgetdebatten 2007 und 2008 für eine Erhöhung aus. Trotzdem will der Bundesrat die dringend notwendigen Beiträge für 2010 und 2011 auf dem budgetierten Niveau belassen.

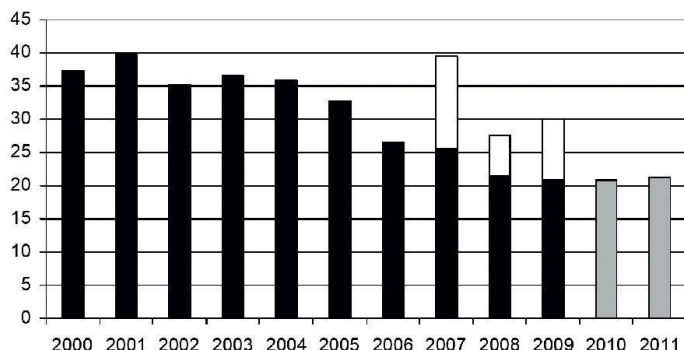
Problematische Entwicklung

Dem Rückgang der Bundesmittel stehen zahlreiche Restaurierungen gegenüber, welche dringend angepackt werden müssten. Die Gesuche der Kantone übersteigen die Mittel des Bundesamtes für Kultur, Sektion Heimatschutz und Denkmalpflege, bei Weitem. Gesuche, die nicht berücksichtigt werden können, werden auf die Finanzperiode 2012–2015 vertröstet. Die Schäden an den Schutzobjekten und damit

die Sanierungskosten nehmen in dieser Zeit zu. Gleichzeitig wird die Warteliste der Gesuche immer länger, weil das Gleichgewicht zwischen Beträgen und Gesuchen aus den Jahren vor 2004 nicht mehr vorhanden ist. Der Überhang führt unweigerlich zum Verlust wertvoller Bauten. Es droht ein exponentiell wachsender Schaden an Baudenkmälern.

Die Bundesmittel für Heimatschutz und Denkmalpflege sind für 2010 durch das eidgenössische Parlament wieder auf den Stand von 2009 zu erhöhen. Mit den 30 Millionen Franken können die dringend benötigten Finanzhilfen an die Kantone wieder aufgestockt werden. Die Gestaltungsfreiheit der Kantone im Rahmen der NFA (Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen) wird damit nicht angetastet. Trotzdem will der Bundesrat die dringend notwendigen Beiträge für 2010 und 2011 auf dem budgetierten Niveau belassen.

Ein Factsheet mit zehn Argumenten für eine Aufstockung der Bundesmittel im Bereich Heimatschutz und Denkmalpflege steht unter www.heimatschutz.ch, Rubrik Politik, bereit.



Entwicklung der Bundesmittel für Heimatschutz und Denkmalpflege (Bundesmittel: schwarz, Korrekturen des Parlaments: weiss, Voranschlag: grau), Stand 31.8.2009, Mio. CHF.
(Quelle BAK)

Développement des moyens financiers de la Confédération dans le domaine du patrimoine culturel et monuments historiques (financement de la Confédération: noir, corrections du Parlement: blanc, budget: gris), état au 31.8.09, mio. CHF.
(source OFC)

SENDETURM BEROMÜNSTER



Der Schweizer Heimatschutz und seine Innerschweizer Sektion haben seit mehreren Jahren dafür gekämpft – nun ist es Tatsache: Der grosse Sendeturm des Landessenders Beromünster wird unter Schutz gestellt. Die zukünftige Nutzung des 215 Meter hohen Sendemastes ist jedoch noch unklar. In einem Ideenwettbewerb hat der Heimatschutz bereits 2007 dazu aufgerufen, sich Gedanken zur Zukunft der Anlage zu machen.

Die Unterschutzstellung durch die kantonale Denkmalpflege Luzern erfolgte knapp ein Jahr nachdem vom Landessender Beromünster keine Mittelwellensendungen mehr ausgestrahlt werden.

In der Mitteilung vom 19. Oktober 2009 hiess es, dass die Schutzwürdigkeit der Anlage aufgrund der kulturhistorischen Bedeutung und der Stellung in der Technikgeschichte gegeben sei.

Zu Diskussionen Anlass gibt die Frage nach dem Schutzzumfang: Die technischen Apparaturen werden nicht unter Schutz gestellt, da diese in der Zwischenzeit vom Museum für Kommunikation in Bern übernommen wurden. Dort sei deren Erhalt sehr gut gewährleistet. Ebenfalls nicht unter Denkmalschutz gestellt werden sollen das Sendergebäude und der kleine Sendeturm (Bild).

Dieser zeichne sich zwar «ingenieurtechnisch und gestalterisch durch höchste Sorgfalt und Qualität» aus. Dieser Wert stünde jedoch nicht im Verhältnis zum Aufwand, der für den Erhalt zu betreiben wäre. Die Kosten wären unverhältnismässig.

Die kantonale Denkmalpflege würde es ausdrücklich begrüßen, wenn alle Gebäude erhalten und einer neuen Nutzung zugeführt werden könnten. Dies deckt sich klar mit dem Anliegen des Schweizer Heimatschutzes, der wiederholt darauf hingewiesen hat, dass es sich beim Sendemast, dem Reserve-sendeturm und dem zugehörigen Sendergebäude um ein Ensemble von nationaler Bedeutung handelt, das in seiner Gesamtheit schützenswert ist. (eg)

Neubau auf der Insel Ufnau

Ein geschichtsträchtiger Ort im Zürichsee

Im September stellte der Architekt Peter Zumthor sein überarbeitetes Projekt für die Insel Ufnau (SZ) vor. Der deutlich redimensionierte Neubau fügt sich subtiler in die bestehende Landschaft ein und dominiert die Insel nicht mehr. Der Schweizer Heimatschutz verzichtet auf eine Einsprache.

Adrian Schmid, Geschäftsleiter des Schweizer Heimatschutzes

Die Insel Ufnau gehört zu den am besten geschützten Landschaften der Schweiz – zu Recht. Die Insel nahe am Damm, der Rapperswil (SG) und Pfäffikon (SZ) verbindet, ist einmalig, die Schutzwürdigkeit des Kleinods daher gleich dreifach gegeben: Es ist im Inventar der schützenswerten Ortsbilder wie auch im Bundesinventar der schützenswerten Landschaften vermerkt und beinhaltet eine Moorlandschaft von nationaler Bedeutung. Der geschichtsträchtige und landwirtschaftlich genutzte Ort gehört mit einem kurzen Unterbruch seit 965 dem Kloster Einsiedeln. Seit 1831 ist es auch ein Ort der Gastfreundschaft und Begegnung.

Sommer 2009: Im baufälligen Restaurant «Zu den zwei Raben» lässt sich eine grosse Gruppe Kulturinteressierter unter Schatten spendenden Bäumen gebackene Felchen aus dem Zürichsee servieren. Sie schmecken. Die Wirtin reicht nach, zweimal, dreimal. Dutzende flanieren auf den verschlungenen Wegen, besuchen die Kirche St. Peter

und Paul. Das Kursschiff aus Rapperswil legt an, und 100 Primarschüler strömen auf die Insel. Zahlreiche geniessen später ein Bad im geschützten Uferbereich der Insel, wo Baden verboten ist.

Erstes Projekt überdimensioniert

Sommer 2006: Das Kloster Einsiedeln präsentierte ein Projekt des Architekten Peter Zumthor für den Neubau des Restaurants auf der Insel Ufnau. Im Rahmen der öffentlichen Planaufgabe erhob der Schwyzer Heimatschutz Einsprache, auch namens des Schweizer Heimatschutzes. Ebenso opponierte die Stiftung Landschaftsschutz Schweiz, während sich vor Ort die Gruppe «Ufnau ohne Neubau» widersetzte. Und es ist bekannt: Heimatschutzintern gingen die Meinungen auseinander. Der Zentralvorstand setzte daher im März 2007 eine Arbeitsgruppe ein. Grundsätzlich standen sich rechtliche und architektonische Einschätzungen gegenüber. Auf der Ufnau «bestehe aufgrund des Moorlandschaftsschutzes ein fakti-

sches Bauverbot». Die Erneuerung des bestehenden Restaurants müsse daher in sehr engen Grenzen stattfinden. Ein frei stehender Neubau sei nicht zulässig, egal wer baue.

Umgekehrt wurde argumentiert, Architekt Zumthor habe das Können und das Feingefühl, auch unter den anspruchsvollen Bedingungen auf der Ufnau ein herausragendes Projekt zu entwickeln. Ein solches dürfe der Heimatschutz doch nicht zu Fall bringen. Die Kommission des Heimatschutzes, in der namhafte Rechts-, Bauberater und Architekten mitwirkten, verfasste einen Schlussbericht.

Aufgrund der starken Opposition kamen dem Kanton Schwyz als Bewilligungsinstanz Zweifel an der Gesetzeskonformität des Projektes. Er forderte ein Gutachten der Eidgenössischen Kommission für Natur- und Heimatschutz (ENHK) an. Dieses gab dem damals überdimensionierten Projekt den Todesstoss. Abt Martin vom Kloster Einsiedeln musste über die Bücher. Er setzte eine Arbeitsgruppe ein, in



Die Insel Ufnau, wie sie sich heute präsentiert.
(Bild Atelier Peter Zumthor & Partner)

L'île d'Ufnau, comme elle se présente aujourd'hui.
(photo Atelier Peter Zumthor & Partner)



Im neuen Projekt von Peter Zumthor bilden das «Haus zu den zwei Raben», die Stallscheune und der Neubau des Restaurants ein Ensemble.

(Modellfoto Atelier Peter Zumthor & Partner)

Dans le deuxième projet de Peter Zumthor, la maison «Zu den zwei Raben», la grange et le nouveau bâtiment du restaurant forment un ensemble.

(photo de maquette Atelier Peter Zumthor & Partner)

der, mit Beteiligung der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz und des Schweizer Heimatschutzes, während zweier Jahre ein redimensioniertes Projekt erarbeitet wurde.

Überarbeitetes Projekt bescheidener

September 2009: Der renommierte Architekt Zumthor stellte auf dieser Basis das überarbeitete Projekt der Öffentlichkeit vor. Der Anbau von 1939 an das Hauptgebäude soll abgebrochen werden. Neu bilden das barocke «Haus zu den zwei Raben», die nach den aktuellen Tierschutzgesetzen sanierte Stallscheune und der Neubau des Restaurants eine Hofgruppe und stehen in einem funktionalen Zusammenhang. Der deutlich redimensionierte Neubau fügt sich subtiler in die bestehende Landschaft ein und dominiert die Insel nicht mehr. Die Neue Zürcher Zeitung sprach von einem «bescheidener auftretenden Zumthor-Bau», während der Bote der Urschweiz das Projekt als Kompromiss bezeichnete. Diese Einschätzung teilte auch der Geschäftsausschuss des Schweizer Heimatschutzes. Er verzichtete auf eine Einsprache, nicht jedoch seine Sektion Schwyz wie auch die Umweltorganisation Aqua Viva. Wie geht es nun weiter?

Nach der Planaufgabe folgt eine aktualisierte Stellungnahme der Eidgenössischen Kommission für Natur- und Heimatschutz. Der Beschwerdeweg an die übergeordneten Instanzen liegt

nach dem Entscheid über die aktuellen Einsprachen nur den national legitimierten Verbänden offen. Und was passiert auf der Ufnau?

Bis zu 2000 Besucher strömen an schönen Sommertagen auf die Insel. Ein «Ort der Stille» ist sie nicht, jedoch ein lieblicher und geschichtsträchtiger Ort, der es verdient, geschützt zu sein, der aber auch eine eingeschränkte Nutzung für die Menschen und die Tierhaltung zulassen darf und soll:

WIR SUCHEN

Der Geschäftsausschuss des Schweizer Heimatschutzes ist das Bindeglied zwischen dem strategisch entscheidenden Zentralvorstand und der operativ tätigen Geschäftsstelle. Da eines der sieben Mitglieder des Geschäftsausschusses aufgrund einer Amtszeitbeschränkung zurücktritt, suchen wir auf den kommenden Sommer ein neues

Mitglied des Geschäftsausschusses

Wir erwarten Freude an Fragen der Baukultur und die Bereitschaft, aktiv an der Weiterentwicklung einer Non-Profit-Organisation mitzuarbeiten. Sie können einer Verhandlung in Deutsch und Französisch folgen. Weiter sind Sie bereit, an ca. acht Sitzungen pro Jahr teilzunehmen.

Interessierte werden gebeten, sich mit dem Präsidenten Philippe Biéler (021 907 82 52) oder dem Geschäftsleiter Adrian Schmid (044 254 57 00) in Verbindung zu setzen.

Das den heutigen Bedürfnissen entsprechende neue Restaurant, notabene ohne zusätzliche Quadratmeter und mit einem klaren Nutzungskonzept, trägt dem Ort der Begegnung Rechnung. Der sorgfältig gestaltete Baukörper fügt sich bescheidener in die Umgebung ein und wirkt nicht mehr als Konkurrenz zu den zwei Sakralbauten. Die hohe architektonische Qualität erleichtert dem Schweizer Heimatschutz die Zustimmung.

NOUS RECHERCHONS

Le Bureau de Patrimoine suisse est l'organe de direction situé entre le Comité central, responsable des décisions stratégiques, et le Secrétariat, chargé de l'opérationnel. L'une des sept personnes qui le composent se retirant, nous cherchons pour l'été prochain un nouveau

membre du Bureau (conseil d'administration)

Nous attendons de la part des candidat/es un vif intérêt pour le patrimoine culturel et une disposition à participer activement au développement d'une organisation à but non lucratif. Vous êtes capable de suivre des discussions en allemand et en français. Vous êtes disposé/e à participer à environ huit séances par année.

Les personnes intéressées sont priées de prendre contact avec le président, Philippe Biéler (021 907 82 52), ou le secrétaire général, Adrian Schmid (044 254 57 00).

Indirekter Gegenvorschlag zur Landschaftsinitiative

Gesetzesrevision in zwei Etappen

Das Raumplanungsrecht muss revidiert werden. Darüber besteht Einigkeit. Das neue Raumentwicklungsgesetz, welches das geltende Raumplanungsgesetz ablösen sollte, ist aber bereits gescheitert. Eine bescheidene Revision des Raumplanungsgesetzes will nun der Bundesrat im Parlament als indirekten Gegenvorschlag zur Landschaftsinitiative vorlegen.

Die Vernehmlassung zu einem neuen Raumentwicklungsgesetz (REG), welches das geltende Raumplanungsgesetz (RPG) von 1979 abgelöst hätte, lief im April 2009 ab. Eingereicht wurden 275 Stellungnahmen. Positiv beurteilt werden die Stärkung der kantonalen Richtpläne durch klarere bundesrechtliche Vorgaben, die Bestrebungen zur Begrenzung des Siedlungswachstums oder Massnahmen gegen die Baulandhortung und für eine Planung über die Gemeinde- und Kantons Grenzen hinaus. Auf wenig Anklang stiessen die Neukonzeption für das Bauen ausserhalb der Bauzonen sowie die Abgaben für nicht landwirtschaftliche Aktivitäten ausserhalb der Bauzonen. Die Kritik war letztlich so gross, dass der Bundesrat den Entwurf zurückzog.

Weiteres Vorgehen

Der Bundesrat will nun das RPG in zwei Etappen revidieren. In einem ersten Schritt sieht er eine Teilrevision vor, die als indirekter Gegenentwurf zur Landschaftsinitiative dienen soll. Unter dem Titel «Raum für Mensch und Natur» verlangt die vom SHS mitinitiierte Initiative, dass die Gesamtfläche der Bauzonen während 20 Jahren nicht mehr vergrössert werden darf. Bauen im Nichtbauggebiet soll begrenzt werden. Der Bundesrat meint, dass sich die Anliegen der Initiative durch eine Anpassung des RPG besser erfüllen lassen, als durch eine Änderung der Bundesverfassung. So sollen die kantonalen Richtpläne neu zwingend Aussagen zur Siedlungsentwicklung enthalten: zur Grösse und räumlichen Verteilung der Siedlungsflächen oder zur Siedlungsentwicklung nach innen. Bei den Bauzonen soll präzisiert werden, unter welchen Voraussetzungen Neueinzonungen vorgenommen werden dürfen. Zudem sollen die Kantone verpflichtet werden, Massnahmen zur Bekämpfung der Baulandhortung zu treffen. In einem zweiten Schritt sollen weite-

re Punkte des RPG revidiert werden. Im Vordergrund stehen die Stärkung der kantonalen Richtpläne sowie optimierte Regelungen zum Bauen ausserhalb der Bauzonen. Die Vorarbeiten für die zweite Etappe sollen 2010 beginnen.

Unterstützung für Landschaftsinitiative

Die Umweltorganisation Helvetia Nostra von Franz Weber hat im Oktober mitgeteilt, dass sie die Volksinitiative «Gegen masslosen Bau umwelt- und landschaftsbelastender Anlagen» zu-

rückzieht. Sie will damit die Chancen der ähnlich gelagerten Landschaftsinitiative verbessern. Es gelte, die Energien der Umweltverbände zu bündeln und der Landschaftsinitiative zum Erfolg zu verhelfen.

Die Landschaftsinitiative wird 2010 ein Themenschwerpunkt des Schweizer Heimatschutzes sein. Ein Positionspapier «Raumplanung Schweiz» und eine öffentliche Fachtagung werden im nächsten Jahr die Haltung des Heimatschutzes in der Öffentlichkeit vorstellen.

CONTRE-PROJET INDIRECT À L'INITIATIVE SUR LE PAYSAGE

Le droit de l'aménagement du territoire a besoin d'une révision. Tout le monde s'accorde à le dire. Le projet de loi sur le développement territorial qui aurait remplacé la loi sur l'aménagement du territoire en vigueur a échoué. Désormais, les Chambres fédérales vont travailler à une révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire qui constituera un contre-projet indirect à l'initiative sur le paysage.

La consultation sur le projet de loi sur le développement territorial (P-LDTer) qui aurait remplacé la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) de 1979 a été ouverte en avril 2009. 275 avis ont été remis. Les résultats montrent clairement que seule une révision partielle de la loi en vigueur est préconisée. Les points accueillis favorablement sont le renforcement des plans directeurs cantonaux par des prescriptions de droit fédéral claires, les efforts destinés à limiter l'urbanisation par le biais d'une densification urbaine ainsi que les mesures contre la thésaurisation des terrains à bâtir et en faveur d'une planification au-delà des frontières cantonales et communales. Les propositions nouvelles concernant la conception de la construction en dehors des zones à bâtir et les taxes sur les activités sans rapport avec l'agriculture en dehors des zones à bâtir n'ont pas rencontré un large écho.

Le Conseil fédéral entend réviser la LAT en deux étapes. Dans un premier temps, il pré-

voit une révision partielle constituant un contre-projet indirect à l'initiative sur le paysage dont Patrimoine suisse est l'un des protagonistes. Le Conseil fédéral est d'avis que les requêtes des auteurs de l'initiative seront mieux satisfaites par une adaptation de la LAT que par une modification de la Constitution fédérale. Ainsi, les plans directeurs cantonaux devront impérativement préciser les dimensions et la répartition géographique des surfaces construites dans le canton, ou fournir des informations sur la densification urbaine. Il s'agira aussi de préciser dans quelles conditions un classement en zone à bâtir peut avoir lieu. Les cantons seront par ailleurs tenus de prendre des mesures adéquates contre la thésaurisation des terrains à bâtir. La deuxième étape de la révision de la LAT doit porter sur d'autres aspects, en particulier le renforcement des plans directeurs cantonaux et l'optimisation de la réglementation actuelle de la construction en-dehors des zones à bâtir. Les travaux préparatoires commenceront en 2010.

La Fondation Helvetia Nostra de Franz Weber a annoncé en octobre le retrait de son initiative populaire fédérale «contre la création effrénée d'implantations portant atteinte au paysage et à l'environnement». Par cette décision, elle espère augmenter les chances de l'initiative pour le paysage. Cette initiative sera l'un des axes thématiques prioritaires de Patrimoine suisse en 2010.

Historische Seilbahn Weissenstein

Der Kampf um den Erhalt geht weiter

Ende September hat der Schweizer Heimatschutz Einsprache gegen den Abbruch des Sessellifts auf den Weissenstein und gegen die Konzession zum Bau einer neuen Gondelbahn eingereicht. Gleichzeitig treibt er die Bemühungen um eine zukunftsfähige Lösung der historischen Bahn voran.

Peter Egli, Redaktor

Der historische Sessellift auf den Weissenstein (SO) ist der letzte seiner Art in der Schweiz und ein Denkmal von nationaler Bedeutung. Seit vier Jahren wehrt sich der Schweizer Heimatschutz (seit Januar 2008 mit der Unterstützung des Vereins Pro Sesseli) gegen den Abbruch der wertvollen Sesselbahn und deren Ersatz durch eine überdimensionierte Gondelbahn. Zwei Punkte stehen dabei im Vordergrund: Erstens soll die einmalige historische Bahn erhalten bleiben und in ihrer ursprünglichen Form weiterhin die zahlreichen Gäste aus nah und fern begeistern. Zweitens soll verhindert werden, dass die Landschaft durch die neue Bahn mit grösseren Stationen und höheren Masten beeinträchtigt wird. Der Weissenstein ist im Bundesinventar der Landschaften von nationaler Bedeutung (BLN) aufgeführt und muss somit uneingeschränkt erhalten bleiben.

Der Schweizer Heimatschutz beantragte Ende September 2009 mit einer Einsprache an das Bundesamt für Verkehr (BAV), dass die Bewilligung zum Abbruch des bestehenden Sessellifts wie auch die Konzession zum Bau und Betrieb einer neuen Gondelbahn zu

verweigern sei. Besonderen Wert legt der Schweizer Heimatschutz darauf, dass der Seilbahn Weissenstein AG verbindlich untersagt wird, Teile des bestehenden Sessellifts vor einem rechtskräftigen Entscheid zu entfernen oder in anderer Form weiterzuverwenden.

Stiftung macht Kaufangebot

Gleichzeitig bemüht sich die neu gegründete Stiftung Historische Seilbahn Weissenstein weiter um den zukünftigen Betrieb der Seilbahn. Der derzeitigen Betreiberin, der Seilbahn Weissenstein AG, wird sie ein Kaufangebot zur Übernahme unterbreiten. Die Stiftung beabsichtigt, die historische Seilbahn sanft zu sanieren und anschliessend einer fachkompetenten Betriebsgesellschaft zur Verfügung zu stellen.

Am 1. November 2009 wurde der Betrieb der Seilbahn vorerst eingestellt. Dies entspricht der Tradition, da im November bis anhin jeweils Revisionsarbeiten durchgeführt wurden.

Wie es mit dem Seilbahn-Oldtimer weitergeht, wird das Gericht klären. Die Beschwerde gegen das Abbruchgesuch ist beim BAV hängig. Der Schwei-

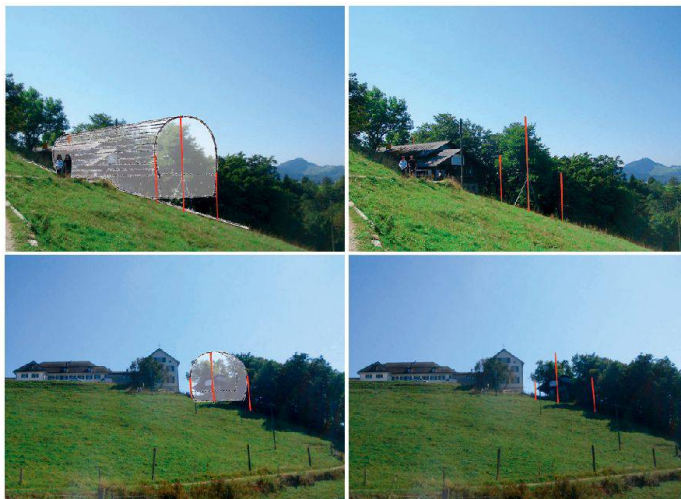
zer Heimatschutz wird den Rechtsweg bei einem negativen Entscheid weiter beschreiten und allenfalls ans Bundesverwaltungsgericht gelangen. Die Hoffnung des Heimatschutzes ist gross, dass der historische Sessellift – und damit ein einmaliges Tourismus- und Industriedenkmal – erhalten bleibt.

TÉLÉSIÈGE DU WEISSENSTEIN

Le télésiège historique du Weissenstein (SO) est la dernière installation du genre en Suisse. C'est un monument d'importance nationale. Patrimoine suisse s'engage depuis quatre ans pour empêcher sa démolition et son remplacement par une télécabine surdimensionnée. Dans l'opposition qu'il a adressée fin septembre 2009 à l'Office fédéral des transports (OFT), Patrimoine suisse demande que l'autorisation de démolir et l'octroi d'une concession pour l'aménagement d'une nouvelle installation à câble soient refusés. Patrimoine suisse veille à ce qu'un avis officiel soit prononcé pour empêcher la société qui exploite l'installation de démanteler certaines parties du télésiège historique avant la fin des procédures d'examen, d'opposition et de recours.

De son côté, la nouvelle Fondation du télésiège historique du Weissenstein s'occupe de l'avenir du remonte-pente et a présenté à la société propriétaire une offre d'achat. La Fondation souhaite effectuer une rénovation en douceur de cette installation, puis poursuivre son exploitation avec une société spécialisée. L'exploitation du télésiège a été arrêtée le 1^{er} novembre. Cet arrêt d'exploitation est habituel pour la saison en raison des travaux de révision. Le sort de ce téléphérique historique est désormais lié à la décision des tribunaux. En cas de décision défavorable, Patrimoine suisse utilisera toutes les voies de droit et poursuivra si nécessaire la procédure jusqu'au Tribunal fédéral.

La fermeté de notre engagement devrait permettre de sauver cette installation. Patrimoine suisse espère de tout cœur y parvenir.



Die Landschaft von nationaler Bedeutung wird durch die neue Bahn beeinträchtigt. Links das Projekt der neuen Station, rechts die Profilierung.
(Bilder Pius Flury, Matthieu Haudenschild)

Ce paysage d'importance nationale serait altéré par la nouvelle installation. A gauche le projet de la nouvelle station, à droite les gabarits.
(photos Pius Flury, Matthieu Haudenschild)